

Quand l'armée française attaquait trois villages kabyles : premières traces d'un massacre

Pendant plusieurs années, la documentariste Safia Kessas, rejointe par l'historien Fabrice Riceputi, a remonté le fil d'un souvenir enfoui dans sa mémoire familiale. Celui d'un massacre commis par les forces françaises en Kabylie, en mai 1956. Une enquête qu'ils racontent dans une série en cinq épisodes.

Safia Kessas et Fabrice Riceputi

18 août 2025 à 15h33

Tout a commencé en 2021, quand la journaliste et réalisatrice Safia Kessas explore la mémoire de ses propres parents kabyles, immigrés en Belgique, peu avant le décès de son père. Une tragédie, jamais racontée jusque-là, a alors émergé comme un cauchemar dans le récit familial et l'a percutée : le 23 mai 1956, l'armée française aurait investi nuitamment trois villages de Kabylie tout proches de celui de ses parents et massacré impitoyablement en quelques heures au moins 75 habitant·es, laissant les survivant·es dans le choc et la sidération.

Safia ignore alors tout de ce drame si longtemps passé sous silence, ses parents étant soucieux, comme beaucoup de familles immigrées, de protéger leurs enfants d'une mémoire trop douloureuse. Et l'événement ne figure pas dans les livres d'histoire de la guerre d'Algérie.

Son travail porte depuis sur la réalisation d'un long métrage documentaire qui explore à la fois ce massacre et la transmission du silence autour du sort des femmes en situation coloniale et post-coloniale, en tant qu'auteurice engagée sur les questions de genre. Pour sauvegarder la parole des aînées, elle a d'abord conçu un podcast en six épisodes, [« Au nom de Safia »](#), dont l'un est entièrement consacré au massacre.



Vue panoramique de la vallée de la Soummam en juin 2025. © Photo Julien Thiebaut pour Mediapart

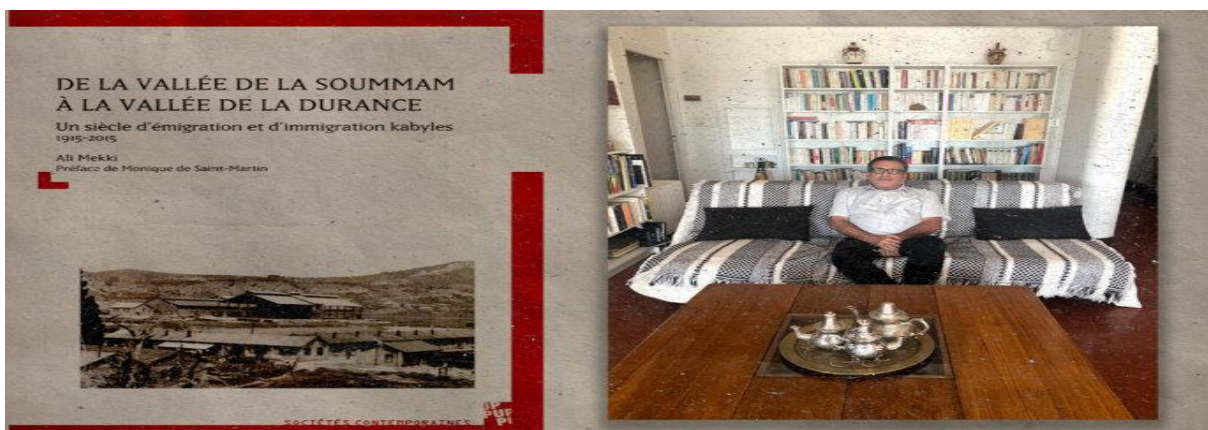
Le projet interroge les circonstances précises de la tuerie ainsi que le destin des femmes, longtemps resté en marge des récits dominants. Il est vite apparu indispensable de se rendre en Algérie, sur les lieux mêmes du drame, pour recueillir les témoignages des derniers et dernières survivant-es dans les villages concernés, Aït Soula, Tazrouts et Agouni.

L'enjeu est de redonner toute sa place à la mémoire des victimes et de leurs descendant-es : c'est dans cette perspective qu'a été engagé le travail sur un long métrage documentaire, afin de faire entendre des voix trop souvent reléguées à la périphérie de l'histoire. Pour prolonger et approfondir la démarche, l'historien Fabrice Riceputi, spécialiste des violences de l'armée française en Algérie, a rejoint le projet.

Cette série d'articles fait le récit de cette longue enquête menée en binôme, au plus près de mémoires restées longtemps enfouies.

Le début de l'enquête

C'est d'abord dans un ouvrage universitaire, loin des grands récits officiels, que les premières bribes de cette histoire nous sont apparues. Ali Mekki, fils d'ouvrier kabyle immigré et sociologue d'origine algérienne, y avait passé, dans un travail remarquable, un siècle d'émigration kabyle au peigne fin, traçant le parcours de la communauté des Ath Waghli depuis le village de Chemini, situé dans la vallée de la Soummam et tout proche des trois villages, jusqu'à Saint-Auban, petite commune française des Alpes-de-Haute-Provence. Le chercheur avait déjà recueilli auprès d'immigré-es des témoignages, brefs mais glaçants, sur un massacre commis par l'armée française dans des villages de la rive gauche du fleuve de la Soummam.



Ali Mekki, chez lui à Toulon en 2021. © Photomontage Mediapart avec Safia Kessas

Ali Mekki avait dû s'armer de patience pour que cèdent les digues du silence. « *Quand on souffre, on se tait. Perdre un frère, un parent, on le tait, par pudeur* », nous explique-t-il lors de notre rencontre, soulignant aussi l'absence d'oreilles prêtes à écouter le silence institutionnel propre à la situation coloniale et la honte de l'humiliation subie.

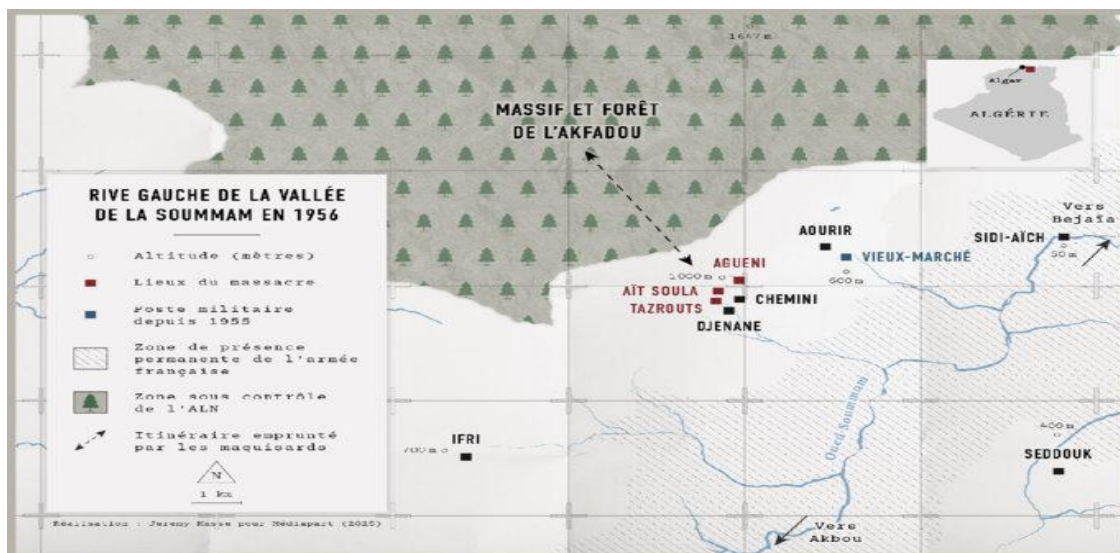
Jamais, je n'avais vu autant de cadavres. C'était un assassinat collectif et prémédité.

Extrait du livre d'un instituteur

Le vieux Akli, témoin oculaire, lui avait livré notamment un souvenir terrifiant : encore tout jeune, alors que les militaires ont encerclé et investi son village, il a « *entendu de l'intérieur de la maison des tirs et des explosions* ». « *Tout le monde restait sans bouger dans un silence total, on n'entendait que les militaires crier. Les militaires sont venus dans ma maison... Ils ont aligné les hommes et j'entendis cette phrase que je garderai toujours en mémoire : "Les femmes qui nous plaisent on les baise, les hommes qui nous plaisent pas, on les tue."* »

Nous garderons, nous aussi, à l'esprit tout au long de l'enquête cette sinistre maxime prononcée par un soldat français. Elle est en effet la première trace d'un aspect entièrement occulté du drame, celui des violences faites aux femmes.

Ali Mekki nous a aussi transmis un document précieux : le livre non publié, écrit par un instituteur kabyle, lui aussi témoin direct des événements du 23 mai 1956. Son récit, détaillé et poignant, est celui d'une apocalypse : « *De la fumée montait au-dessus des toits des maisons [...], des cris et des pleurs se faisaient entendre et je compris qu'une tuerie se perpétrait... Jamais, je n'avais vu autant de cadavres. C'était un assassinat collectif et prémédité.* »



© Carte par Jeremy Masse

L'instituteur Abdelmajid Djenaoui y décrit l'odeur fétide de la mort, les femmes échevelées hurlant de désespoir, les enterrements sommaires dans une fosse commune. Son témoignage oculaire corrobore les confidences recueillies par Ali Mekki, ancrant le massacre dans une réalité indéniable.

Pour confronter et enrichir ces récits kabyles encore fragmentaires, il fallait tenter de trouver des témoins du côté français. En fouillant les forums en ligne d'anciens combattants d'Algérie, des espaces parfois nostalgiques, parfois critiques, nous lançons une bouteille à la mer : un message destiné à un éventuel membre d'un des bataillons qui aurait été présent à la même période dans cette région de Kabylie.

La parole d'un ancien appelé

Après plusieurs échanges infructueux, la réponse est finalement venue d'un ancien appelé, Bernard Montagne, du 28^e bataillon de chasseurs alpins (BCA), caserné à seulement 5 kilomètres des lieux du massacre à l'époque. Son message laconique : « *Bonjour j'étais au 28^e BCA à El Flaye, Soummam. J'ai 87 ans et suis intéressé par tous renseignements sur cette période de 1956 à 1958 au plaisir de vous lire avec intérêt Bernard Montagne.* » Un nouveau chapitre de notre enquête s'ouvrait. Nous sommes en 2021.

Quelques mois après nos premiers échanges épistolaires, la rencontre avec Bernard Montagne à Lille (Nord) est une étape cruciale de notre enquête. Dans son appartement aux allures spartiates, lointain écho des chambrées militaires, l'ancien appelé du contingent ne tourne pas autour du pot. « *Cette affaire a été étouffée* », affirme-t-il.



Bernard Montagne chez lui, le 10 août 2025. Il tient une photo datant de 1957, où il apparaît en tant que lieutenant à la tête d'une compagnie de 33 hommes du 28^e bataillon de chasseurs alpins. © Photomontage Mediapart avec Safia Kessas

Il ne se souvient plus précisément de l'instant où il a appris l'existence de ce massacre, mais plusieurs personnes lui en ont parlé après la guerre. Montagne insiste : ce n'était pas son bataillon de chasseurs alpins qui a mené l'opération, mais un régiment d'infanterie « *moins expérimenté* » présent quelques semaines auparavant. Lorsque nous lui révélons le chiffre d'au moins 75 victimes civiles, mentionné par des témoins directs, Bernard secoue la tête, incrédule. « *On a beaucoup exagéré. C'est impossible.* » La dissonance est flagrante entre la mémoire militaire et les récits des survivants.

C'est alors que nous lui lisons un passage du livre de [Djoudi Attoumi](#), figure emblématique de la révolution algérienne, originaire de Sidi Aïch et maquisard au poste de contrôle d'Amirouche, sur l'Akfadou, en 1956 : « *76 personnes dont des femmes, des enfants et des vieillards, ainsi que quelques hommes, qui n'avaient pu fuir le village, ont été passés par les armes... Chabane Benyoub a eu les deux mains coupées à la hache, car pour l'officier, "ce sont ces mains qui donnaient à manger aux fellagas."* » Attoumi évoque même la similitude avec le village martyr d'Oradour-sur-Glane.

Les tirailleurs africains ont bon dos

Mais Bernard Montagne donne une explication à cette violence extrême : « *C'étaient des tirailleurs sénégalais. Il y a eu un tué, ensuite la compagnie s'est lancée dans une opération de représailles. Ils se sont vengés sur la population, allez-y, vengez-vous, c'était facile.* » Il décrit des régiments sous commandement de sous-officiers endurcis par l'Indochine, pour qui les « *représailles* » étaient une norme, et des soldats pour qui l'argent, plus que la France, était la motivation selon lui.



Pancartes villages, en juin 2025. © Photo Julien Thiebaut pour Mediapart

Cette façon d'exonérer l'institution militaire de sa responsabilité dans les exactions commises en les attribuant à la prétendue « sauvagerie » des soldats colonisés massivement employés à la répression par la France en Algérie, qu'il s'agisse des tirailleurs ou encore des harkis, est courante dans le récit militaire. Or, rappelons-le, les officiers étaient toujours français et c'est bien sous leur commandement et leur responsabilité que se produisirent les fréquents massacres, tortures, viols et autres atrocités qu'ils auraient pu interdire s'ils l'avaient voulu.

Ici, si les exécutants furent surtout des « *tirailleurs sénégalais* » commandés par des officiers français, tous les témoignages recueillis, français comme algériens, convergent pour souligner le rôle majeur et surprenant joué dans le massacre du 23 mai 1956 par le commandant d'une section administrative spécialisée (SAS).

Safia Kessas et Fabrice Riceputi